

# Les Nations unies s'inquiètent de la loi camerounaise

Selon l'association des Pairs Educateurs et Promoteurs Sans Frontières (pep Sans Frontières) qui a mené un plaidoyer auprès des Nations-Unies afin qu'elles traitent de la question de la liberté d'association et de réunions au Cameroun, la gouvernance et le personnel des États doivent se rendre compte que l'impunité est le revers le plus dangereux pour le développement institutionnel et durable.

## Manifestations publiques

Dans une déclaration qui vient d'être faite par Pep Sans Frontières, «les fonctionnaires de l'État qui violent les lois instituées, associés à la promulgation de termes et de notions juridiques peu clairs, sont les causes du terrorisme dans la gouvernance qui viole également l'essence même éthique de l'existence de l'État». Un constat fait d'ailleurs à l'issue des échanges tenus à Douala du 14 au 16 août 2018. Un échange qui a conduit à la déclaration dans laquelle, il est précisé que le gouvernement camerounais devrait veiller à ce que toute restriction concernant les activités de presse et médiatiques ou l'accès à Internet soit pleinement compatible avec les dispositions de l'article 19, paragraphe 3 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) du 19 Décembre 1966; Ce qui devrait protéger les victimes de toute forme de torture ou de mauvais traitement puis enquêter, poursuivre et condamner les auteurs de tels actes.

Comme soumis aux Nations Unies, Pep Sans Frontières qui dénonce les abus des autorités camerounaises en matière de réunions publiques, souhaite le renforcement des mesures de protection des défenseurs des droits de



Il faut revoirjpp

l'homme contre les menaces et les actes d'intimidation, la levée de toutes les restrictions inutiles à la liberté de réunion et à la liberté de manifester, en particulier pour les membres de la minorité anglophone du pays, l'ouverture des enquêtes efficaces et impartiales sur toutes les affaires impliquant un recours excessif à la force pour disperser des manifestations et traduire les auteurs en justice. Les concernés constante qu'à

l'échelle nationale, de nombreux mouvements de la société civile ont dénoncé les séries incessantes de mauvaise gouvernance associées à la malveillance administrative et politique pour des intérêts personnels. «L'association Pairs Educateurs et Promoteurs (PEP) Sans Frontières a réuni plus de 30 organisations de défense des droits humains dans les 10 régions du pays pour apprendre les techniques de plaidoyer

et les mécanismes utilisés par les défenseurs des droits humains. Ils ont abouti à une déclaration conjointe et signée pour traiter à la fois des vices juridiques et des abus d'administration des lois régissant la liberté d'association, la liberté de réunion et les manifestations publiques», soulignent les concernés.

### Améliorations

Et donc le document élaboré demande à l'Etat du Cameroun: de renforcer la séparation effective des responsabilités exécutives et judiciaires; Fournir une définition succincte de la notion d "ordre public" et de "bonnes mœurs" dans le contexte régulièrement appliqué par les autorités administratives en vertu de la loi 90/55 du 19 Décembre 1990 relative à la réglementation des réunions et manifestations publiques; Fournir au moins 3 jours de préavis pour interdire toute réunion et manifestation publique déjà déclarée conformément à la section 8 (2) de la même loi. « Cette disposition est déjà couverte par l'article 12 pour le juge seul qui doit statuer dans une position neutre, comme le reflètent les articles 6, 7, 8, 10 et 11 (1) de la DUDH et les articles 22 (3) du PIDCP. Le Cameroun doit aussi prévoir des sanctions pénales sévères pour faire face aux actions abusives des autorités administratives », font savoir les membres de Pep sans-frontières.

L.M.